



1^{er} mai : que les luttes convergent, sans attendre 2012!



Le muguet des communistes du 15^{ème} :

Les points de vente fixes:

Angle Saint-Charles/Javel (9h30 à 12h30)

Motte-Piquet (devant Monoprix—9h00 à 12h00)

Convention (Manège—9h00 à 12h30)

Périchaux & Porte Brancion (des deux côtés du bld Lefebvre—9h00 à 12h30)

Le 5^{ème} poste n'est pas encore fixé (Boucicaut?).

Tournées dans les entreprises et les sympathisants les 29 et 30 avril

Il est encore temps de passer des commandes.

(Emile—01 48 56 16 66)

**LA MANIFESTATION:
14h30—République-Nation
par le Bld Voltaire**

NOTRE MATERIEL: un tract général sur la perspective politique et la pétition sur le gaz et l'électricité

Transformer la colère face à la baisse du pouvoir d'achat en luttes !

Les décisions de notre dernière assemblée :

- Nous poursuivons notre campagne pour l'**annulation des hausses de tarif du gaz et de l'électricité.**
- Les luttes se multiplient pour les salaires. Le gouvernement bloque les traitements dans la fonction publique. **Faisons monter l'exigence de l'augmentation du SMIC à 1600 euros et du rétablissement d'une échelle mobile des salaires !**
- **Bientôt les déclarations de revenus.** Les moyens humains des services des impôts et du trésor, fusionnés, sont affaiblis de façon intenable. La fiscalité est toujours plus injuste. Nous avons décidé d'intervenir par un tract de masse.
- Nous poursuivons l'action pour le **blocage des loyers dans le secteur privé comme le secteur social et la construction massive de logements sociaux...**

L'alternative ne peut venir que des luttes !

Préparons un grand 1^{er} mai !

**TRISTE NOUVELLE:
DECES DE GILBERTE
SALEM: Voir page 5**

« Journée nationale du souvenir des victimes et héros de la Déportation » - ci-dessous le texte que nous diffusons dans l'arrondissement. Notre camarade Emile TORNER, ancien déporté-résistant à Buchenwald-Langenstein, président de l'ADIRP de Paris, lira une allocution.

Soyons nombreux dimanche 24 avril 2011 à 10h45 devant le parvis de la mairie du 15^{ème} !

- Pour célébrer la mémoire de ceux qui continuèrent à résister jusqu'au bout de l'enfer, de toutes les victimes du système concentrationnaire nazi
- Pour marquer, toutes familles de pensée républicaines confondues, notre refus du racisme, notre tolérance zéro pour les discours, d'où qu'ils viennent, incitant à la haine raciale, à la discrimination de telle ou telle composante de la société.

Le fascisme, le nazisme se sont développés sur fond de crise économique. Certains capitalistes n'ont pas hésité à recourir à l'extrême droite pour détourner la colère sociale et maintenir leur domination.

A la Libération, notre pays en a tiré des enseignements. Dans la suite du programme du Conseil national de la Résistance, de grands acquis sociaux ont été gagnés dont la Sécurité sociale, les grands monopoles publics nationalisés comme EDF et GDF.

Depuis des années, ces conquêtes sociales et démocratiques ne cessent d'être remises en cause. L'extrême droite est à nouveau mise en avant avec complaisance par les tenants du système.

N'oublions pas!

LUTTES

Déjà 700 signatures dans le 15^{ème} contre les hausses du gaz et de l'électricité

La colère ne retombe pas devant les hausses des tarifs du gaz (20% en un an !) et de l'électricité (6%). Elles sont injustifiables au regard des profits et des dividendes record versés aux actionnaires.

L'exigence monte : le pouvoir doit annuler ces augmentations.

Le gouvernement a senti le vent de protestation. Mais c'est pour mieux se moquer des gens !

En janvier, il avait promis un gel des tarifs du gaz. En avril, il les augmente encore de 5%. Le ministre Besson recommence maintenant en nous promettant un gel pour juillet. Nous devrions être contents d'être épargnés d'une nouvelle hausse de 7%. Mais Besson rassure aussitôt les patrons de GDF-Suez : « une nouvelle hausse des prix du gaz n'est pas à exclure d'ici un an ».

Concernant l'électricité, usagers, nous devrions aussi nous réjouir que la hausse au 1^{er} juillet prochain ne soit que de 3%. Mais en réalité, on va vers des augmentations de 6,5% par an suite à la loi inique, dite « NOME » (Nouvelle organisation du marché de l'électricité), qui livre à prix cassé l'électricité nucléaire aux groupes privés pour qu'ils puissent aussitôt les revendre plus cher. Ce n'est pas la légende de la « concurrence qui baisse les prix » mais la réalité « des prix qui montent pour enrichir la concurrence ».

Plus que jamais, demandons l'annulation des hausses de tarif, l'abrogation de la loi NOME, à court terme la renationalisation intégrale d'EDF et de GDF et le rétablissement des monopoles publics qui ont fait leurs preuves depuis 1945. Les directives européennes iniques n'ont pas à s'appliquer en France !

Nous avons collecté plus de 700 pétitions dans ce sens.



INITIATIVES:

150 signatures de bon matin à La Poste Bourseul

Plus de 300 signatures collectées par la cellule Porte Brancion-Périchaux-Georges Demeure en bas des cités HLM. L'occasion de très nombreux dialogues où reviennent toutes les questions de pouvoir d'achat, de salaire, de loyer...

Une centaine de signatures en bas de la Tour Keller et de la cité des 4 frères. « Je ne suis pas toujours d'accord avec les communistes mais là ils ont raison » avons-nous pu entendre souvent.

L'inquiétude pour la sécurité des centrales nucléaires renforce le mouvement pour la renationalisation intégrale d'EDF.

Des salariés du siège du PMU s'emparent de la pétition et en renvoient une trentaine.

CONTINUONS!

LA JC DANS LE 15^{ème} : L'ESSOR!

Réunion publique de la JC Paris 15 : 6 nouvelles adhésions !

Les jeunes communistes du 15^{ème} sont à l'offensive.

Ils font la démonstration que s'afficher communiste, que défendre des idées communistes, cela rassemble des jeunes, du moins parmi ceux qui veulent combattre le capitalisme et changer la société parce que c'est leur intérêt de classe. 6 nouveaux jeunes, travailleurs ou étudiants ont fait le pas de s'organiser à la JC à l'occasion de la réunion publique du 1^{er} avril.

Il faut dire que la JC 15 a multiplié les initiatives dans les quartiers, à la porte des lycées, des foyers de jeunes travailleurs, récemment

- contre les guerres néocoloniales en Côte d'Ivoire, Libye, Afghanistan
- contre la montée de l'extrême-droite, que le système utilise pour détourner la colère sociale, diviser les travailleurs, notamment les jeunes.
- pour la défense des lycées techniques et professionnels en partant du cas du lycée Fresnel menacé de mort.

La JC 15 peut compter sur le soutien entier de notre section du PCF.

**NE VOUS TROMPEZ
PAS DE COLÈRE !**



PCF
Parti communiste français

**L'extrême-droite
est là pour
diviser les
travailleurs !**

*Le FN est le
meilleur allié des
capitalistes !*

**Se rassembler dans les luttes,
Pour s'en sortir: LE PCF !**

La direction du PCF a lancé dès janvier 2011 le processus de désignation du candidat que le Parti soutiendra aux élections présidentielles de 2012. Cette décision apparaît étonnamment prématurée, d'autant qu'elle est coupée du contexte des luttes et que les communistes n'ont même pas discuté de leur stratégie et leur propre programme pour 2012.

A la réunion du Conseil national des 8 et 9 avril, le secrétaire national, Pierre Laurent a explicitement livré l'objectif de la démarche. **Il s'agit d'imposer la formule du « Front de gauche ».** **Pierre Laurent s'est exprimé « à titre personnel » pour la candidature de Jean-Luc Mélenchon.** Depuis des mois, dans le même sens, nous assistons à un débat verrouillé, notamment dans l'Huma, avec comme fausse alternative Jean-Luc Mélenchon ou André Chassaigne, issu du PCF mais candidat individuel à la candidature du « Front de gauche » sur la démarche du « Front de gauche ».

Devant cette situation, 7 membres du Conseil national et une quarantaine de secrétaires de section ont décidé, conformément aux statuts du Parti, de présenter la candidature d'Emmanuel Dang Tran, membre du Conseil national et secrétaire de notre section. Nous reproduisons ci-dessous son intervention au CN du 9 avril qui en explique l'objectif, la nécessité de commencer par les débats politiques de fond, celle de s'opposer à l'effacement du Parti et des positions communistes dans le « Front de gauche ».

Notre assemblée de section du 27 avril aura notamment à son ordre du jour l'examen de cette situation. Une « conférence départementale » est organisée les 21 et 22 mai. Une « conférence nationale », réunissant les membres du CN, les parlementaires et des délégations des fédérations se tiendra les 3, 4 et 5 juin. Elle définira une position pour les élections de 2012 qui sera ensuite soumise au vote des communistes les 16, 17 et 18 juin. Les statuts du Parti stipulent que les candidats à la candidature peuvent maintenir leur candidature et la soumettre au vote national.

Dans la situation politique, les communistes ont beaucoup d'autres tâches pressantes à accomplir dans les luttes. Mais ils ne peuvent pas se désintéresser d'un processus si menaçant pour l'avenir de leur Parti.

Secrétariat de section du PCF Paris 15, 18 avril 2011.

PS : Contrairement aux engagements de Pierre Laurent au CN, les fédérations d'Ile-de-France du PCF s'apprêtent à envoyer à tous les adhérents exclusivement les documents du CN favorables au « Front de gauche ». Une fois de plus, c'est le signe de la peur de la contradiction et de la volonté du coup de force.

CN du PCF des 8 et 9 avril 2011 - Intervention d'Emmanuel DANG TRAN

Ma candidature est une décision collective de responsables d'organisation du Parti de tout le pays.

Après réflexion, nous avons considéré qu'elle sera le moyen de sortir de la fausse alternative dans laquelle on enferme les communistes: pile le Front de gauche, face le Front de gauche. Et le « Front de gauche », comme Pierre Laurent a été obligé de le dévoiler à l'instant, ce sera Jean-Luc Mélenchon pour les présidentielles.

Quand j'entends parler ici d'innovations

démocratiques, de formes inédites de « démocratie participative », avec le Front de gauche, j'aurais presque envie de rire.

A ceux qui luttent aux travailleurs, le « Front de gauche » donne le spectacle de « primaires » comme au PS et maintenant il nous conduit à un marchandage des circonscriptions législatives entre ses courants. Quel progrès démocratique !

Le Front de gauche n'amène pas davantage de démocratie au sein du PCF, bien au contraire. Tout est décidé d'avance, ailleurs et « en haut ».

Je rappelle, et continuerai à le faire, que jamais les communistes n'ont pu se prononcer sur la stratégie du Front de gauche.

Sa création avec Mélenchon a été décidée en parallèle du 34^{ème} congrès, sans que



Suite de la page 3 les communistes se prononcent. De même, le principe de candidatures communes pour 2012 a été acté lors d'un congrès « extraordinaire », non statutaire, sans que les communistes puissent non plus s'exprimer souverainement. Le congrès ordinaire prévu en juin 2011 a été annulé. Du coup, le choix des candidatures se fait sans que les communistes aient défini leur stratégie.

Le « programme partagé » tombe d'en haut, élaboré par des « experts », dans le but affiché d'être acceptable par toute la gauche, sans que nous ayons notre propre programme communiste à « partager ».

Aujourd'hui, notre réunion du Conseil national a lieu alors que l'accord avec les partenaires du Front est déjà signé depuis trois jours...

La finalité de cette suite de coups de force doit bien apparaître aux yeux des communistes et de tous ceux pour qui le PCF représente un outil important dans la lutte. **Avec le Front de gauche à nouveau, au moyen de Mélenchon, la direction du Parti revient à la charge pour imposer la « métamorphose » du PCF que les communistes ont massivement refusée en 2007 et en 2008.**

Face à ce scénario, il est décisif que les communistes s'expriment sur les questions stratégiques de fond qu'esquive le jeu interne au Front de gauche entre Mélenchon et André Chassaigne, qu'ils s'expriment sur le rôle que le PCF peut et doit jouer dans la situation politique. C'est ce que nous voulons rendre possible avec ma candidature.

En deux mots, le contexte politique est marqué par le discrédit de la politique au service du capital, du capitalisme lui-même, par le développement de luttes dans des secteurs de plus en plus divers, mais aussi par une absence de perspective d'alternative institutionnelle.

C'est encore ce que les cantonales viennent de montrer par l'abstention massive. Deux autres réflexions rapides à propos des cantonales :

- Le système a recours au FN pour dévoyer la colère populaire. Nous devons le prendre très au sérieux, évidemment, ne tolérer aucun glissement individuel vers le discours de l'UMP sur l'immigration et la sécurité, ne pas laisser au FN l'opposition artificielle au consensus droite/PS notamment sur l'UE.

- La méthode Coué ne devrait pas avoir de place ici. Le résultat des cantonales

montre l'ancrage du PCF (l'insignifiance du PG...) mais le Front de gauche est en recul de 300.000 voix sur 2008 et même de 120.000 voix sur 2004 par rapport au PCF, alors que l'extrême-gauche ne présentait pas de candidats.

Pour les communistes, les élections sont une occasion de relayer la stratégie du Parti dans les luttes. On le voit, dans la démarche électoraliste du Front de gauche, c'est le contraire, elles sont le moyen d'imposer au Parti une stratégie institutionnelle.

Nous mettons en avant et soumettons au débat trois axes stratégiques.

1°- Pour nous, la perspective ouverte par la situation politique, l'objectif de battre Sarkozy, ne doivent pas nous amener à une nouvelle « gauche plurielle ».

L'image de Pierre Laurent sur la péniche aux côtés de Aubry et Duflot a été un symbole désastreux.

Le programme rendu public par le PS n'est pas « timide » : il va dans le mauvais sens, par exemple avec le projet de fusion de la CSG et de l'impôt sur le revenu qui menace tout le financement solidaire de la Sécurité sociale par la cotisation sociale. Soyons clairs dès à présent : excluons toute participation à un gouvernement PS !

2°- L'ampleur du consensus PS/droite se manifeste (il ne peut pas être masqué) dès qu'il s'agit de l'UE. L'offensive idéologique est massive à « gauche » pour faire rentrer ceux qui luttent dans le leurre réformiste de « l'Europe sociale ». Le PCF doit y résister au lieu de s'associer au Maastrichien Mélenchon ou de suivre la Confédération européenne des syndicats, fer de lance du Traité de Lisbonne.

Le PCF doit redevenir le Parti qui rejette radicalement l'UE du capital, ses traités et directives, leur application, dans la suite de l'expression majoritaire de notre peuple contre le TCE en 2005.

Sur l'euro, comment pouvons-nous combattre le « Pacte pour l'euro » sans remettre en cause l'euro lui-même ? L'euro est le moyen pour imposer le Pacte, l'austérité aux peuples. Dans les années 90, dans nos campagnes contre les traités de Maastricht et d'Amsterdam, nous avons développé une excellente proposition, que je me souviens avoir défendue ardemment, celle de la monnaie commune de coopération. Elle est toujours d'actualité et pourrait porter une grande campagne aujourd'hui pour la sortie de l'euro.

3°- Dans la période actuelle, nous avons besoin d'une candidature clairement présentée par le PCF.

- Pour rassembler sur perspective de rupture partant des luttes.

La question du rassemblement est centrale mais quel rassemblement ?

Le Front de gauche porte une démarche politique et électoraliste, entièrement rivée vers l'enjeu institutionnel, tournée vers la « gauche » social-démocrate.

Cette alliance étriquée d'organisations est tout le contraire du rassemblement que doit porter le PCF en 2011 comme en 2012. Les travailleurs, le pays ont besoin que nous mettions en avant des positions de rupture immédiate avec la politique du capital, s'appuyant sur le mouvement populaire et les luttes, dans une perspective anti-capitaliste, qui, pour nous, est le socialisme. Rassembler sur ces bases, c'est la raison d'être de notre Parti.

- Pour arrêter le processus d'effacement du Parti.

La poursuite de l'effacement du PCF dans le cadre de la recomposition politique prévue avec le Front de gauche est inacceptable. Elle est indéniable. L'accord signé du Front de gauche institue un Conseil national du Front de gauche, doté d'un président, des collectifs locaux du Front de gauche, supplantant les organes du PCF, etc.

Pour nous, le renforcement du PCF, comme parti de classe et de masse, est une priorité. Elle s'oppose à la poursuite du Front de gauche qui est l'instrument de la « métamorphose » du PCF que refusent les communistes.

Je finis par ce qui devrait être au centre des réflexions de notre CN : notre action nationale dans les luttes actuelles. Pourquoi ne pas lancer de grandes campagnes pour le SMIC à 1600 euros net et le rétablissement d'une échelle mobile des salaires, contre les augmentations des tarifs de l'énergie, la renationalisation intégrale de GDF et d'EDF, le rétablissement des monopoles publics, pour l'arrêt des guerres françaises en Libye (n'en déplaise à Mélenchon), en Afghanistan, pour la sortie de l'OTAN.

Le rassemblement des travailleurs dans la lutte des classes se joue en 2011 avant 2012.

Défense du Patronage laïque: à nouveau la lutte!

Le plan de démolition du Patronage se précise et se précipite.

Le 24 mars 2011, la municipalité de Paris tenait une réunion « d'information ». Convoquée en quelques jours à peine, elle a rassemblé plus de 150 personnes, principalement des riverains très inquiets, les usagers n'ayant souvent pas pu être prévenus.

Ici comme ailleurs, les méthodes de « concertation » de Mme Hidalgo ont déchaîné la colère. Elle s'adresse à la population, avec son cabinet d'architecte, quand tous les plans sont finis jusqu'au détail (d'ailleurs d'une très banale laideur).

Nous sommes intervenus pour défendre le patronage et dénoncer le projet.

Sous le vocable ronflant de « patronage laïque du 21^{ème} siècle », la municipalité de Paris veut créer un équipement de prestige, un temple de la laïcité, avant les élections de 2014. Le projet ne correspond en rien à l'esprit de liberté, de pluralisme, de laïcité, qui anime le patronage aujourd'hui, grâce à son association.

Cette indépendance du lieu et de l'association semble décidément insupportable aux municipalités successives.

Dans le sens de Mme Hidalgo, l'ex-patron de FO, Marc Blondel, placé à la tête d'un « comité de pilotage » bidon, est venu infliger un lourd pensum idéologique sur la laïcité, admettant qu'il ne connaît rien au 15^{ème} arrondissement.

Quelques logements sociaux pour un foyer de travailleurs sont prévus au dessus de l'équipement projeté. Ils servent de prétexte

« social » à la municipalité parisienne de « gauche » et d'épouvantail à la municipalité d'arrondissement de droite, dont le discours insidieux est révoltant. Pour notre part, évidemment, nous sommes pour le logement social mais pas sur la base de la démolition du PL15 !



L'éviction de l'association du Patronage laïque, qui a financé la construction du bâtiment actuel en 1907, qui l'anime depuis, est bien programmée. Le nouvel équipement fera l'objet d'une attribution par appel d'offre...

Soutenant l'association, nous restons sur notre position de base. Nous nous opposons à la démolition et demandons une simple réhabilitation.

Si la lutte ne parvient pas à éviter la destruction, nous exigeons le relogement, avec une convention en bonne et due forme, de l'association et les moyens pour qu'elle fonctionne (zéro subvention en 2010 !), l'assurance qu'elle gèrera le nouvel équipement.

Signe que les souvenirs de la bataille que nous avons animée en 2001 demeurent, que notre position actuelle est solide, la ville serait prête à accorder un local provisoire, rue Violet, aux activités du PL15, mais pas précisément au PL 15.

La bataille ne fait que commencer pour sauvegarder un équipement unique dans le 15^{ème} et même à Paris au service de la vie associative, culturelle et démocratique.

NOUS SOMMES INTERVENUS AUSSI

- A nouveau sur Beaugrenelle pour la réinstallation immédiate du centre médical conventionné que le promoteur a démoli. Il se prépare à ouvrir ailleurs sur la dalle, hors du chantier, un centre lucratif!
- Pour des garanties de maintien du statut de logement social et de blocage des loyers de la Tour Beaugrenelle dont le promoteur vient d'annoncer la vente.
- Pour dénoncer les cadeaux au promoteur Unibail sur le projet de Tour Triangle à la Porte de Versailles.

Décès de Gilberte Salem-Alleg

Message de condoléance adressé à nos camarades Henri Alleg et Jean Salem. Gilberte suivait de près nos activités et participait souvent aux initiatives de notre section. Les obsèques auront lieu samedi 23 avril à 10h00 au crématorium du Père Lachaise.

Nous apprenons le décès ce dimanche 17 avril 2011 de notre camarade Gilberte Salem. Notre tristesse est immense. Notre première pensée va à Henri Alleg, son époux et compagnon de plus de soixante ans, à ses fils, Jean et André. Tous nos souvenirs de Gilberte reviennent d'un coup.

- Ceux de la communiste qui a combattu jusqu'au dernier moment pour l'existence d'un vrai parti communiste en France, qui a soutenu et animé activement toutes les initiatives contre le processus liquidateur du PCF.

- Ceux de la militante inlassable qui de Malakoff à Palaiseau s'est battue en France avec la classe ouvrière.

- Ceux de la communiste réfléchie, à l'avis si posé, à la rigueur si exigeante, à la détermination si solide, qui n'a jamais éprouvé d'appréhension à remettre ses convictions en question.

- Ceux de la militante anticolonialiste, née à Mostaganem, dont le courage a tant marqué et bien au-delà des cercles militants, au destin si étroitement lié à celui d'Henri Alleg.

Même s'ils ne veulent pas qu'on le dise, Gilberte Salem et Henri Alleg sont des modèles d'engagement pour des milliers de communistes jeunes et moins jeunes. Leur peine est d'autant plus grande, leur affection d'autant plus profonde, leur détermination à se battre d'autant plus forte. Merci Gilberte.

Mardi 19 avril 2011

Non à la guerre impérialiste en Libye!

Les « libérateurs » assoiffés de pétrole ne traînent pas !

29 mars 2011

La guerre en Libye bat son plein. La coalition, maintenant ouvertement dirigée par l'OTAN, intensifie ses bombardements.

Mais certaines zones pétrolières stratégiques de l'est du pays sont déjà passées sous le contrôle de la rébellion.

Sans plus attendre, les firmes pétrolières des pays coalisés sont sur les rangs pour commercialiser le brut libyen. La résolution de l'ONU a évincé explicitement la compagnie nationale libyenne, National Oil Company of Libya, accusée d'être liée à la famille de Kadhafi. La place est libre. Les rebelles, reconnaissants, ont besoin d'argent et ne seront pas difficiles.

Un premier nom de société pétrolière a été communiqué : Qatar Petroleum.

Le Qatar, seul pays arabe à donner sa caution et à participer aux frappes aériennes va être récompensé. Il s'est empressé de reconnaître le Conseil national de transition libyen le 28 mars 2011.

Quel bel exemple de libérateur que ce royaume du Golfe! Cette monarchie héréditaire absolue où s'applique la charia, est classée dans les régimes les moins démocratiques du monde dans le palmarès de l'hebdomadaire libéral britannique « The Economist ».



(à gauche, photo de l'Emir Hamad Bin Khalifa Al Thani avec Sarkozy)

Son immense richesse en pétrole et en gaz, un peu redistribuée, la cohésion de sa population autochtone, peu nombreuse, lui permet d'échapper à une révolte populaire comme au Barheïn.

Son alignement sur les Etats-Unis ne s'est jamais démenti depuis la 1^{ère} guerre du Golfe.

Voilà donc la part du gâteau du petit Qatar ! On imagine ce que peuvent attendre les firmes des « grands » belligérants, dont l'Italie et la France, respectivement premier et second importateur de pétrole libyen.

Les bombardements ne ressemblent pas à un contrôle de l'espace aérien.

La guerre impérialiste en Libye n'a rien d'une mission « humanitaire » et « libératrice ».

Texte de notre tract de masse, régulièrement actualisé: on aura noté que Jean-Luc Mélenchon approuve la guerre française en Libye.

Arrêt immédiat de l'intervention militaire française en Libye!

Nicolas Sarkozy et le gouvernement ont décidé de faire intervenir les forces militaires françaises contre la Libye le 19 mars. Le Parlement n'a été consulté qu'après coup.

Avec gravité, communistes, nous condamnons ces actes de guerre, lourds de périls pour le peuple libyen, pour notre pays, pour la paix en Méditerranée et dans le monde.

Nous ne rentrerons pas dans le consensus des partis dominants de droite et de « gauche » qui acceptent de faire de notre pays le valet de l'OTAN et de l'UE, de l'impérialisme américano-européen.

Les travailleurs et les peuples de plusieurs pays du monde arabe se soulèvent contre les dictatures, pour la justice sociale. **Voilà comment les gouvernements des Etats-Unis, des pays de l'UE et de la France réagissent :**

- **En Tunisie**, la ministre française des affaires étrangères proposait en janvier d'envoyer des forces de sécurité pour aider « notre ami Ben Ali » à maintenir l'ordre.

- **En Egypte**, prenant les devants, le gouvernement américain a fait évincer « notre ami Mubarak » (déplacé dans une de ses résidences secondaires) pour mieux maintenir le contrôle de l'armée et des possédants sur le pays.

- **Au Barheïn**, le roi tire sur les révoltés. L'armée du régime le plus obscurantiste de la région, l'Arabie Saoudite de « nos amis les rois du pétrole », envahit le petit pays. Les occidentaux se contentent d'exprimer une inquiétude.

- **Au Yémen**, « notre ami le président Saleh » fait tirer sur la foule depuis des semaines : les Etats-Unis observent et cherchent une équipe de remplacement.

Y-a-t-il quelque chose de différent dans les motivations occidentales pour intervenir en Libye ? Absolument pas ! Les mêmes intérêts exactement sont à l'œuvre. Que ceux qui déployaient le tapis rouge pour vendre des Rafales à Kadhafi, il y a quelques mois encore, ne nous jouent pas la partition de la solidarité entre les peuples !

La différence en Libye, c'est qu'il y a beaucoup de pétrole, que c'est un pays peu peuplé, dont la population active est composée à 50% de travailleurs immigrés surexploités, exclus de la rente pétrolière.

Ces derniers jours, le gouvernement américain a hésité. Peut-on continuer à s'arranger comme avant avec Kadhafi ou bien, l'opportunité existe-t-elle de démembrer le pays, de traiter avec des partenaires plus faibles et accommodants pour les intérêts des multinationales ?

Sarkozy s'est empressé de reconnaître le « Conseil transitoire », composé d'anciens ministres de Kadhafi, de représentants de divers clans, dont les monarchistes.

Visiblement, l'impérialisme américain a fini par opter pour la deuxième solution. Mais il a pris la précaution de laisser le soin d'agir à ses satellites britanniques et français (Sarkozy a réintégré notre pays dans le commandement militaire de l'OTAN !). Peut-être faut-il aussi préserver l'image d'Obama.

Souvenons-nous ! On n'a jamais retrouvé les armes de destruction massive au nom desquelles l'OTAN (sans la France alors !) a envahi l'Irak. **Bush prétendait délivrer l'Irak de son dictateur mais se promettait en même temps de « renvoyer ce pays au Moyen-âge ». C'est fait !**

Le peuple libyen, ses aspirations démocratiques, n'ont rien à gagner des frappes aériennes occidentales. Elles menacent de faire rentrer la Méditerranée, le monde arabe dans un dangereux et incontrôlable engrenage guerrier.

L'alignement sur l'impérialisme américain a déjà coûté la vie à 54 soldats français en Afghanistan où l'opération militaire grève le budget français de 700 millions d'euros par an.

Communistes, nous recherchons les moyens les plus efficaces de mobilisation pour exprimer notre refus de l'intervention militaire française en Libye. **Pas un sou, pas un homme, pas un avion pour la guerre impérialiste !**

